

Questions orales

pourquoi. Pourquoi sont-ils demeurés si silencieux? Je me permettrai de dire au député...

M. Deans: Vous est-il jamais venu à l'esprit que vous faites erreur?

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie.

M. MacEachen: Madame le Président, le député est en réalité... Mais je ne me montrerai pas aussi dur envers lui qu'il l'est à l'occasion à mon égard.

M. Crosbie: Bravo, Uriah!

M. Nowlan: Quelle belle âme!

● (1450)

M. MacEachen: Le député prétend-il sérieusement qu'après avoir connu ces taux d'intérêt plutôt élevés, nous puissions renverser en cinq ou six mois une tendance inflationniste profondément enracinée, non seulement dans nos structures économiques mais également dans nos attentes? Croit-il réellement qu'une telle tendance puisse être renversée en cinq mois, une année ou deux...

Une voix: C'est vous qui l'avez créée.

M. Nielsen: L'inflation a été jugulée.

M. MacEachen:... alors qu'il a fallu près de dix ans pour susciter dans l'esprit du public cette méfiance...

M. Nowlan: C'est votre faute.

M. MacEachen:... à l'égard de la valeur de la monnaie canadienne? Le député le croit-il vraiment?

M. Nowlan: Vous êtes une autruche.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LE PAIEMENT PAR L'URSS DES DOMMAGES CAUSÉS PAR LA DÉSINTÉGRATION D'UN SATELLITE**

M. W. Kenneth Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que le repérage des substances radioactives provenant du satellite soviétique qui s'est désintégré au-dessus des Territoires du Nord-Ouest le 24 janvier 1978 a coûté 14 millions de dollars, le ministre dira-t-il pourquoi il a accepté à titre d'indemnisation de l'Union soviétique la somme de 3 millions de dollars seulement? Est-ce parce que le ministre estime que le Canada est en quelque sorte en partie responsable du nettoyage ou parce qu'on n'a retrouvé

que quelques morceaux de l'appareil qui transportait des matières radioactives?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, le député qui est un avocat réputé comprend, j'en suis persuadé, comment les pourparlers aboutissent normalement. Les négociations avec l'Union soviétique ont été très difficiles et prolongées. Le chiffre qu'il a mentionné représente un compromis au sujet duquel nous avons pu nous entendre.

* * *

L'ÉCONOMIE**LES PRÉVISIONS CONCERNANT LES INDICES ÉCONOMIQUES**

L'hon. Walter Baker (Nepean-Carleton): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances.

Le ministre des Finances a été froissé par certains propos. Je tiens à lui signaler que la Chambre des communes et les Canadiens commencent à se demander si le ministre des Finances, ses services ou le gouvernement savent où ils vont ou s'ils ont des solutions à proposer. C'est pour cela que la période des questions d'aujourd'hui et le débat des deux prochains jours seront consacrés aux problèmes économiques, madame le Président.

Des voix: A l'ordre!

M. Baker (Nepean-Carleton): Il importe pour le pays que la Chambre sache où le gouvernement veut en venir.

Pour permettre à la Chambre de discuter en toute connaissance de cause durant ce débat de deux jours dont il a été avisé, le ministre des Finances pourrait-il s'engager à étudier les motions de mon parti qui ont trait à l'économie? Pourrait-il promettre par ailleurs de déposer, avant le début du débat, les anciennes et les nouvelles prévisions du ministère sur les taux d'intérêt, le taux d'inflation, le taux d'escompte, ainsi que sur le prix de l'énergie pour permettre aux députés d'avoir tous les renseignements nécessaires à leur disposition et de déterminer, de concert avec les Canadiens, si le ministre des Finances et le gouvernement ont des politiques économiques.

Des voix: Bravo!

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, ce sera au député de décider. J'ai déjà donné des prévisions dans le budget non seulement pour cette année mais pour l'année dernière et pour les trois années à venir. Quand j'en aurai l'occasion, je reviendra bien volontiers sur ces prévisions mais je n'ai pas l'intention de donner une nouvelle série de prévisions dont la validité serait douteuse, comme le sait le député. Je ne crois pas, vu le climat d'incertitude actuel, qu'il faille trop insister sur les perspectives d'avenir.